

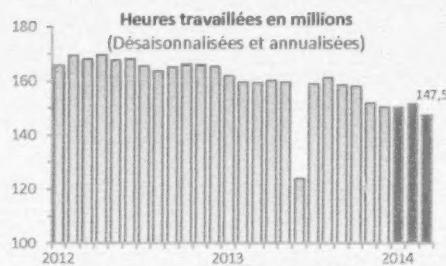
# Bulletin mensuel



Commission  
de la construction  
du Québec

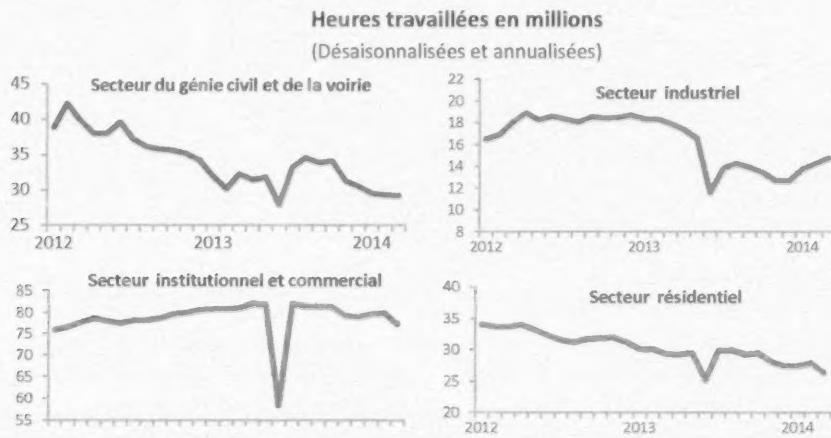
## Mars 2014

- L'activité glisse à nouveau sous les 150 millions d'heures ce mois-ci, en termes annualisés. La baisse de 2 % enregistrée par rapport à février amène un total de 147,5 millions d'heures travaillées en mars. Le secteur institutionnel et commercial affiche une performance particulièrement décevante. Les derniers mois signifient une perte d'environ 10 millions d'heures par rapport à la même période de l'an dernier.
- En termes bruts, une somme de 12 millions d'heures a été rapportée en mars, un recul de 9 % si on compare au même mois en 2013, une fois pris en compte la variation du nombre de jours ouvrables. Environ 85 000 travailleurs couverts par les conventions collectives de la construction étaient présents sur les chantiers du Québec ce mois-ci.



### Les secteurs

- Le secteur *génie civil et voirie* demeure stable et totalise 29,2 millions d'heures travaillées en mars, en termes annualisés. Le sous-secteur des lignes électriques rebondit et est alimenté par les régions de Montréal et du Saguenay-Lac-Saint-Jean.
- Le secteur *industriel* continue de pointer vers le haut et comptabilise 14,8 millions d'heures en termes annualisés, soit une augmentation de 4 % comparativement à février. Alors qu'au mois dernier seulement les régions de la Mauricie-Bois-Francs et de la Baie-James alimentaient la hausse, la grande région de Montréal ajoute sa contribution ce mois-ci.
- Après deux mois stables, le secteur *institutionnel et commercial* perd 3 % et inscrit 77,3 millions d'heures en termes annualisés. Le recul qui s'observe depuis quelques mois dans la grande région de Montréal s'accentue. On y recense une perte de 8 % comparativement au même mois de l'année dernière. En fait, le secteur est responsable à lui seul d'environ les deux tiers du recul calculé pour l'ensemble des secteurs.
- Le secteur *résidentiel* flétrit fortement (-6 %) ce mois-ci et enregistre un total de 26,3 millions d'heures en termes annualisés, toujours touché par l'important ralentissement de mises en chantier survenu en 2013.



Les données portent sur les salariés et les employeurs assujettis à la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (Loi R-20). Elles ne concernent que les travaux couverts par la loi, soit environ les deux tiers des travaux de construction, selon les estimations de la CCG.

Pour plus de renseignements, contacter la Direction de la recherche et de la documentation par téléphone au 514-341-7740 (poste 6423), par courriel à [etudesconomiques@ccq.org](mailto:etudesconomiques@ccq.org) ou consulter notre site internet [www.ccq.org](http://www.ccq.org).